

"Un État de l'Est comme réponse?" dans Süddeutsche Zeitung (4 octobre 1949)

Légende: Trois jours avant la création de la République démocrate allemande, l'éditorialiste du quotidien allemand Süddeutsche Zeitung s'interroge sur la position de l'Union soviétique et commente la note de protestation des États d'Europe de l'Est publiée le 2 octobre 1949.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Dr. Schöningh, Franz Josef; Schwingenstein, August. 04.10.1949, Nr. 125; 5. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Oststaat als Antwort?", auteur:Junius , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/un_etat_de_l_est_comme_reponse_dans_suddeutsche_zeitung_4_octobre_1949-fr-95e5dcb5-15e3-452f-8c2c-ab6fdffef7cb.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Un État de l'Est comme réponse?

Le 2 octobre, non seulement à Moscou, Budapest et Varsovie, mais aussi dans la traîtresse Belgrade et dans un grand nombre de capitales occidentales, les foules, munies de torches et accompagnées de musique militaire, ont défilé «pour la paix». Ces manifestations téléguidées ont eu l'effet d'un écho répondant volontairement aux cris de l'assemblée du peuple, qui, ces jours-ci, a essayé de changer la face du monde en acclamant, à la vue du palais impérial de Pékin, Mao Tsé-toung, le nouveau chef d'État et de gouvernement de la République chinoise. Même sans l'écho de ce «jour de la paix», le volet final du changement de scène en Asie ne serait pas passé inaperçu. En effet, à Moscou, le ministre suppléant des Affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Gromyko, annonça le même jour aux mandataires diplomatiques des trois puissances occidentales la reconnaissance du gouvernement central chinois.

M. Gromyko a vraiment fait preuve d'un grand dynamisme en ce deuxième jour d'octobre. Il a remis aux mandataires des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France une note dans laquelle l'Union soviétique protestait contre la création de la République fédérale d'Allemagne à Bonn. La question reste ouverte de savoir si, la semaine dernière, le New York Times avait raison de considérer que les manœuvres de l'Union soviétique en Europe du Sud-Est à l'encontre du prétendu complot des partisans de Tito ne servaient qu'à dissimuler son orientation politique principale en direction de l'Asie, notamment la Perse et l'Inde, après la chute de la Chine. En tout cas, le temps semble venu pour Moscou de poser les jalons de son vaste champ d'action.

La surprise n'était pas que l'Union soviétique proteste contre la République fédérale d'Allemagne, mais qu'elle tarde tant à le faire. La décision des Alliés occidentaux de commencer la reconstruction d'un État allemand à l'intérieur des territoires sous leur occupation pour leur propre compte, sous leur propre responsabilité et sans autre considération pour les aspirations obscures des Soviétiques ne marquait pas le début d'une période de perturbations et de tentatives démoralisantes, elle y apportait déjà une réponse. Les Alliés ont pris cette décision car l'expérience leur a appris de façon amère qu'attendre plus longtemps signifierait non seulement le maintien d'une situation confuse et totalement imprévisible, mais surtout la perte lente et incontrôlable de la vitalité encore présente dans l'Ouest. Même si les conséquences de la division, déjà achevée, étaient pénibles, et que tenter de créer un État en Allemagne de l'Ouest ne suscitait pas l'enthousiasme, on se rangea finalement à l'avis que l'Occident, dans l'intérêt de la population de Berlin et de l'Allemagne centrale, n'allait pas impunément hésiter encore longtemps à rassembler les moyens et les forces qui lui restaient.

L'hostilité de l'Union soviétique à cet égard est due à l'évolution inévitable des rapports de force provoqués par la Seconde Guerre mondiale. À peine les Alliés occidentaux avaient-ils exposé leurs intentions dans les recommandations de Londres, qui ont conduit à Bonn, que Molotov réunissait à Varsovie les ministres des Affaires étrangères des États du bloc de l'Est pour protester contre les événements en préparation en Allemagne de l'Ouest. Au fond, la note de protestation du 2 octobre n'est rien d'autre qu'une interprétation logique du communiqué de Varsovie, dans lequel, en référence aux accords de Potsdam, toute consolidation des situations étatiques en Allemagne de l'Ouest était violemment rejetée. Dans l'intervalle, une série de menaces et de manifestations, destinées à exercer un effet à la fois dissuasif et attrayant, s'étaient succédé pendant plus d'un an.

Il est difficile de deviner si les Soviétiques ne se flattaient pas de pouvoir empêcher la construction de la République fédérale. En tout cas, comme elle l'a exprimé dans sa note, l'Union soviétique se trouve devant un fait accompli, «une toute nouvelle situation». Après la constitution du Bundestag, les Allemands de l'Ouest s'angoissaient de savoir comment les Soviétiques s'en accommoderaient. L'importance que ces derniers accordent à cet événement vient du fait que Staline en personne, dans une interview qu'il a lui-même voulue, a désigné l'arrêt de tous les préparatifs pour un État ouest-allemand comme une des conditions de compensation entre l'Ouest et l'Est. Il fallait donc s'attendre à une très forte réaction à l'égard de Bonn.

À la lumière de cette note lancée dans un contexte d'insécurité, on a peu à peu le sentiment que l'Union soviétique, en recourant avec insistance aux accords de Potsdam, formule avant tout deux objections: la

première contre le retrait de la production ouest-allemande du programme russe de réparations de guerre, et la seconde contre sa mise à l'écart du contrôle de la Ruhr. La lenteur de leur réponse est peut-être due au fait que les Soviétiques, échaudés par les mauvaises expériences qu'ils ont eu avec la SED, doutaient eux-mêmes que le Conseil populaire, ainsi que Ulbricht, Ebert et Eisler l'ont revendiqué avec véhémence, pourrait être le point de départ de la création d'un gouvernement de l'Est. Mais, ils savent surtout que l'État de l'Est est une menace perpétuelle, beaucoup plus imposante, plus utile et plus précieuse qu'il ne peut l'être en réalité. Ils ne renonceront à cette menace qu'à regret, aussi longtemps qu'ils ne disposent pas de garanties suffisantes que, des deux États allemands, une fois la tragédie de la division surmontée, celui de l'Est se révèle justement être «l'État central».